

# Pourquoi Emmanuel Macron veut enclencher une nouvelle vague de privatisations ?

Les économistes libéraux le reconnaissent eux-mêmes : la privatisation d'ADP est un non-sens économique. Elle est la dernière d'une longue liste dont les conséquences pour les usagers, les salariés et les contribuables sont largement négatives.

Depuis 1986, plus d'une cinquantaine d'entreprises françaises ont été privatisées.

La France a connu deux grandes vagues de libéralisation : une initiée en 1986, l'autre en 1993, toujours en cours. Depuis 1986, ce sont plus d'une cinquantaine d'entités qui ont été privatisées. On y retrouve l'intégralité du secteur bancaire (BNP, Société générale), une grande partie des services en réseau (France Télécom, GDF), et bien sûr des sociétés de transport (parc autoroutier, SNCF). Il s'agit de privatisations au sens « strict » (désengagement financier et de contrôle de l'État), mais il faudrait également intégrer les privatisations « insidieuses », comme celle de l'hôpital public transformé en véritable entreprise. Le tableau disponible en annexe retrace l'ensemble des privatisations de 1986 à 2008.

## CONSÉQUENCES

Les conséquences des privatisations sont nombreuses et spécifiques à chaque entité privatisée. Notons pourtant quelques constantes désastreuses :

- disparition du pilotage de la puissance publique et, par conséquent, de la logique de service public ;
- entrée de la logique financière et de la rentabilité de court terme, notamment par la montée en puissance du pouvoir et de la rémunération des actionnaires ;
- accroissement de la pression salariale, avec l'exemple dramatique de France Télécom ;
- constitution de monopoles privés ;
- hausse des prix pour les usagers : en dix ans, le prix de l'électricité a progressé de 21 %, et celui du gaz de 66 %.

## DEUX EXEMPLES D'ÉCHEC CUISANT : LA PRIVATISATION DU RAIL BRITANNIQUE ET DE L'AÉROPORT TOULOUSE-BLAGNAC

Au Royaume-Uni, le prix des billets a progressé de 117 % entre 1995 et 2015. Les investissements des compagnies privées étant insuffisants pour assurer une qualité de service suffisante, c'est... l'État qui subventionne chaque année cette industrie, à hauteur de plusieurs milliards de livres. Entre avril 2015 et mars 2016, quatre trains sur cinq du réseau privé Southern Rail étaient en retard.

De ce côté de la Manche, la privatisation partielle décrétée en 2014 de l'aéroport de Toulouse-Blagnac n'est guère plus reluisante. Suite à l'arrivée des nouveaux investisseurs, la Cour des comptes a fait part, dans un rapport cinglant, de ses « inquiétudes face à l'inexpérience du groupe en matière de gestion aéroportuaire », et son « manque de transparence financière ». **Et pour cause : le groupe s'est servi dans les réserves de l'aéroport à hauteur de 16,5 millions pour rémunérer les actionnaires (avec l'accord de l'État),** avant d'indiquer sa volonté cette année de revendre ses parts de l'aéroport !

## À QUOI - ET À QUI - SERVENT LES PRIVATISATIONS ?

Les avantages des privatisations sont d'abord théoriques. Elles sont une manifestation de la vague libérale qui a déferlé à partir de 1980, prêtant au jeu de la libre concurrence, du marché et de la propriété privée des vertus que de nombreuses études contestent largement. ADP se porte bien. Pourquoi dès lors tant d'efforts pour privatiser une entreprise rentable ? Il reste, pour Christian Chavagneux (journaliste économique), deux réponses possibles : soit le gouvernement s'embourbe dans son idéologie du tout-marché, contre la raison économique, soit – et c'est plus grave – il s'agit d'un acte politique, c'est-à-dire de récompenser les riches amis du président dans l'espoir qu'ils puissent à nouveau financer sa campagne. Ces raisons sont toutes deux inacceptables. Pour éviter qu'ADP ne devienne un énième cadeau aux plus riches, il est urgent de se mobiliser pour que se tienne un référendum et éviter la privatisation.

## ANNEXE : LES PRIVATISATIONS EN FRANCE DEPUIS 1986

Année	Entité privatisée
<b>1986 (1<sup>re</sup> vague)</b>	Cie Saint Gobain
1987	Cie générale d'électricité Cie générale de constructions téléphoniques Agence Havas Mutuelle générale française-accidents Mutuelle générale française-vie Banque du bâtiment et des travaux publics Banque industrielle et immobilière privée <b>Société générale</b> Cie financière du crédit commercial de France Cie financière de Paribas Cie financière de Suez
1988	Société Matra
<b>1993 (2<sup>e</sup> vague)</b>	Rhône-Poulenc <b>BNP</b>
1994	Elf UAP
1995	Seita Usinor-Sacilor Péchiney
1996	BFCE AGF CGM Cie française de navigation rhénane <b>Renault</b> Banque Laydernier
1997	Bull
1998	CIC Thomson CSF GAN CNP Assurances Société marseillaise de crédit (SMC)
1999	<b>Crédit lyonnais</b> Eramet Aérospatiale-Matra
2000	Thomson multimédia
2001	Banque Hervet Société française de production et de création audiovisuelles
2004	<b>Air France</b> <b>France Télécom</b> Société nationale immobilière
2005	Snecma
2006	Autoroute du Sud de la France (ASF) Société des autoroutes Paris Rhin Rhône (SAPRR) Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (Sanef) Société nationale maritime Corse Méditerranée (SNCM) Société d'exploitation du périphérique de Lyon (Eperly)
2007	Semmaris
2008	<b>Gaz de France</b> Dagris
2016	Aéroport de Lyon Aéroport de la Côte d'Azur Canberra
2017	STVA Hub Safe
2019 (projet)	FDJ Engie Aéroports de Paris
<b>Total</b>	<b>Plus de 50 groupes privatisés</b>